
S I M A - K I V U a.s.b.l.
Soutien aux Initiatives des Mouvements Actifs au Kivu

Bruxelles, le 9 mars 2004.

A Monsieur Joseph KABILA KABANGE
Président de la République Démocratique du Congo
S/c Ambassade de la R.D.C.
Rue Marie de Bourgogne, 30
B-1000 Bruxelles

Monsieur le Président de la République,

Concerne : situation gravissime au Kivu.

Notre association, SIMA-KIVU a.s.b.l., a pour tâche de servir d'interface aux organisations de la Société civile du Kivu. Elle a également pour responsabilité de défendre les droits des populations de cette région contre toutes atteintes, telles qu'entendues au sens des Conventions internationales humanitaires.

Nous souhaitons profiter des derniers développements de l'actualité, ainsi que de la situation très inquiétante qui prévaut dans les provinces de l'Est de la République Démocratique du Congo, pour faire écho des menaces que les récentes décisions de votre gouvernement font peser sur la paix et la sécurité, ainsi que sur l'intégrité du pays.

Depuis plusieurs mois, des sources multiples et crédibles ont alerté l'opinion et le gouvernement sur des incursions de militaires rwandais, sur des transferts illégaux d'armes et l'existence de camps d'entraînement des milices de MM. Ciribanya et Serufuli du RCD-Goma. C'est dans ce contexte qu'au mois de février dernier, le commandant de la 10^{ème} Région militaire, le Général Prosper NABYOLWA avait entrepris, dans le cadre de ses responsabilités, de désamorcer les préparatifs d'une nouvelle guerre à partir du Kivu. Mais, sur ordre du Vice-Président chargé de la défense nationale et de la sécurité du territoire, le Général a subi une attaque meurtrière menée par son adjoint, le Colonel Jules MUTEBUSI, avec le soutien de soldats rwandais et sous l'œil complice de la MONUC.

La population du Kivu en particulier et du Congo en général ne cesse d'exprimer son étonnement et son incompréhension face aux décisions prises par votre gouvernement, non seulement de lâcher le Général Nabyolwa, mais aussi de céder aux pressions du RCD-Goma et de la MONUC en renvoyant à Bukavu le Major Joseph Kasongo. Vous laissez ainsi le sort de la province du Sud-Kivu entre les mains d'officiers mutins sous la houlette du colonel Mutebusi. En outre, la population s'interroge sur le rôle de la MONUC qui serait la seule à ne pas voir les soldats rwandais sur le territoire congolais.

Vous-même, dans une interview accordée à Radio Okapi le 3 mars dernier, vous déclarez : «Je ne peux ni confirmer ni infirmer la présence des troupes rwandaises en RDC (...). Et si les troupes rwandaises sont là, la résistance devra les faire partir comme il y a quelque temps. A l'état actuel des choses, je ne peux pas affirmer si les troupes rwandaises sont là ou pas».

S I M A - K I V U a.s.b.l.

Soutien aux Initiatives des Mouvements Actifs au Kivu

Vous aussi, vous n'osez donc pas dénoncer la présence de troupes des pays agresseurs au Kivu, au Nord-Katanga et en Province orientale !

Devez-vous choisir entre la parole de votre peuple et celle de la MONUC et du Rwanda ? Les habitants des provinces occupées doivent-ils comprendre qu'ils ne peuvent pas compter sur l'armée nationale, et que c'est la résistance – qu'on ne s'est d'ailleurs pas empêché de décapiter – qui doit reconquérir l'intégrité du Congo ?

Nous apprenons par ailleurs que le Rwanda réouvrira bientôt son ambassade à Kinshasa. Il semblerait que pour votre gouvernement, les raisons de guerre ayant emmené nos deux Etats à rompre leurs relations diplomatiques aient disparu, alors que le Rwanda poursuit son occupation, alors que les plaies taillées dans notre chair et dans nos cœurs par les humiliations, le pillage de nos ressources, les massacres et crimes contre l'humanité sont encore béantes...

Vu l'extrême gravité de la situation, il est de notre obligation de vous rappeler à vos devoirs de Chef d'Etat, garant de l'intégrité territoriale, chef suprême des Forces armées. Dès lors, nous en appelons à la conscience que vous avez de vos responsabilités devant le peuple et devant l'histoire. Nous attendons de votre part les actes ci-après :

- la réhabilitation sans délai du Général NABYOLWA et la mise à sa disposition des moyens humains et logistiques lui permettant de mener à bien sa mission;
- des sanctions exemplaires à l'encontre du Colonel MUTEBUSI, du Major KASONGO, de MM. CIRIBANYA et SERUFULI, ainsi que de leurs complices ;
- une plus grande prise en compte des préoccupations sécuritaires de la population ;
- l'accélération du processus de réunification de l'armée et de la nomination des nouvelles autorités territoriales patriotes, loyales et respectueuses des intérêts et de la sécurité de la population au niveau des provinces, villes, districts, communes, territoires et cités ;
- la suspension de la normalisation des relations entre le Congo et le Rwanda jusqu'à ce que ce dernier ait retiré tous ses soldats ;
- la mise en œuvre volontariste de tous les moyens militaires, politiques et diplomatiques afin d'obtenir le départ effectif et définitif des militaires rwandais de l'Est de la République Démocratique du Congo.

Nous vous remercions de prendre en considération les préoccupations des populations du Kivu que nous traduisons ici, et nous vous prions de croire, Monsieur le Président, en nos sentiments patriotiques.

Pour l'asbl **SIMA-KIVU**,

LWABANDJI LWASI
Président

Déocard KARHAMBA
Administrateur